



## Le héros et la martyre ou le viol effacé (Lituanie 1944-2000)

Alain Blum, Amandine Regamey

### ► To cite this version:

Alain Blum, Amandine Regamey. Le héros et la martyre ou le viol effacé (Lituanie 1944-2000). Clio. Femmes, Genre, Histoire, 2014, Les lois genrées de la guerre, 39, pp.105-128. 10.4000/clio.11876 . hal-01390323

**HAL Id: hal-01390323**

**<https://auf.hal.science/hal-01390323>**

Submitted on 1 Nov 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# Clio. Femmes, Genre, Histoire

39 (2014)

Les lois genrées de la guerre

Alain Blum et Amandine Regamey

## Le héros et la martyre ou le viol effacé (Lituanie 1944-2000)

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

### Référence électronique

Alain Blum et Amandine Regamey, « Le héros et la martyre ou le viol effacé (Lituanie 1944-2000) », *Clio*.

*Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 39 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 01 août 2014. URL : <http://clio.revues.org/11876> ; DOI : 10.4000/clio.11876

Éditeur : Éditions Belin

<http://clio.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://clio.revues.org/11876>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Cet article a été téléchargé sur le portail Cairn (<http://www.cairn.info>).



Distribution électronique Cairn pour Éditions Belin et pour Revues.org (Centre pour l'édition électronique ouverte)  
Tous droits réservés

## Le héros et la martyre ou le viol effacé (Lituanie 1944-2000)

Alain BLUM & Amandine REGAMEY<sup>1</sup>

Le 10 juin 1959 Elena Spirgevičienė<sup>2</sup>, vivant à Kaunas en Lituanie, saisit le Comité central du parti communiste d'Union soviétique. Elle s'insurge contre l'attribution à titre posthume du titre de Héros de l'Union soviétique, à un certain Alfonsas Čeponis, partisan soviétique, mort en 1944 lors d'une opération de la Gestapo. Or, selon Elena Spirgevičienė, cet homme ne mérite pas ce titre : il faisait partie d'une bande criminelle qui a assassiné sa sœur, l'a violée elle-même, et a tenté de violer puis a tué sa fille, Elena Spirgevičiūtė. Cette histoire controversée jusqu'à aujourd'hui, incarne la complexité de la situation

---

<sup>1</sup> Nous remercions Masha Cerovic, Thomas Chopard, Juliette Denis, Emilia Koustova et Vanessa Voisin, ainsi que les deux relecteurs anonymes, dont les nombreuses remarques ont beaucoup contribué à ce texte. Nous remercions également Arturas Jagolevičius et Česlovas Spirgevičius qui nous ont accordé un long entretien.

<sup>2</sup> Remarque sur les noms : la plupart des personnes évoquées dans ces documents sont lituaniennes. Lorsque la source est russe, leur nom y est retranscrit en cyrillique. Pour notre part, nous utilisons l'orthographe lituanienne : Čeponis (retranscrit en cyrillique par Чепонис) ou Spirgevičiūtė (retranscrit Спиргевичюте). Précisons aussi, pour faciliter la lecture des documents, que les noms de famille lituaniens disposent d'une terminaison qui détermine partiellement le statut de la personne : le nom de famille de l'homme ne se modifie pas au mariage, et a souvent une terminaison en « is » ou « as ». En revanche, une femme non mariée aura en général le nom de son père avec une terminaison changée en « tė » et une femme mariée prend le nom de son mari, avec la terminaison changée en « nė ». Ainsi, Elena Spirgevičienė est l'épouse de Stasys Spirgevičius et ils ont pour fille Elena Spirgevičiūtė ainsi que Sabina Spirgevičiūtė-Šultienė (mariée donc à un certain Šultis) et pour fils Česlovas Spirgevičius.

de ces territoires, occupés par l'armée allemande durant la Seconde Guerre mondiale, et dans lesquels les partisans soviétiques menèrent une longue guérilla jusqu'à l'arrivée de l'armée Rouge. Ces partisans, héros en Union soviétique, sont nommés « bandits » par les autorités allemandes<sup>3</sup>. L'histoire cristallise aussi la tension permanente entre la population de la Lituanie et le pouvoir soviétique, qui annexe le pays en août 1940<sup>4</sup>, peu avant l'invasion allemande, puis le reconquiert à partir de la fin de l'année 1944.

La guerre fut traversée de l'opposition entre multiples groupes : l'armée allemande et ses supplétifs locaux, administration et police lituanienne mises en place par les Allemands ; les groupes structurés de partisans soviétiques, locaux ou venus de Russie, disposant d'une forte autonomie face à l'État-major général de Moscou<sup>5</sup> ; les troupes de partisans lituaniens, telle l'armée lituanienne de la liberté (LLA : *Lietuvos laisvės armija*), qui luttent contre les troupes allemandes, puis les troupes soviétiques<sup>6</sup>. Le territoire lituanien fut aussi marqué par des violences extrêmes contre les populations civiles : déportations menées juste avant l'invasion allemande, en juin 1941 par les Soviétiques<sup>7</sup> ; extermination des Juifs par les *Einsatzgruppen* et leurs supplétifs lituaniens<sup>8</sup> ; multiples exactions menées par les armées allemandes<sup>9</sup>, mais aussi par les partisans soviétiques et les partisans lituaniens. En Lituanie, la situation est par ailleurs différente de celle connue en Biélorussie ou en Ukraine : les partisans soviétiques y sont bien moins nombreux et, souvent, venus de l'extérieur de la Lituanie. Suite à la reconquête par l'armée Rouge, les populations civiles subirent à nouveau, jusqu'en 1952, plusieurs grandes vagues de

---

<sup>3</sup> Cerovic 2012.

<sup>4</sup> La république socialiste soviétique de Lituanie est proclamée, par un gouvernement mis en place par les Soviétiques, le 21 juillet 1940, et est officiellement intégrée à l'URSS le 3 août 1940 (Zubkova 2008).

<sup>5</sup> À ce propos, parmi les travaux les plus récents, Cerovic 2012, Statiev 2013.

<sup>6</sup> Zubkova 2008 ; Anušauskas 2001 ; Statiev 2013.

<sup>7</sup> Blum, Craveri & Nivelon 2012.

<sup>8</sup> Dieckmann & Sužiedėlis 2006.

<sup>9</sup> Dieckmann, Toleikis & Zizas 2005.

déportations<sup>10</sup>. Après la guerre, nombre de partisans soviétiques deviennent « combattants pour la défense du peuple »<sup>11</sup> : présentés comme des groupes d'autodéfense, ces groupes armés servent souvent d'auxiliaires du ministère de l'Intérieur dans la lutte contre la résistance lituanienne à l'occupation soviétique et durant la mise en œuvre des grandes déportations à partir de 1947 en particulier.

Deux récits s'opposent alors, en 1958-1959, lorsque se développe l'affaire que relatent les documents publiés ici (cf. ce volume, *Documents*, p. 209). Un récit soviétique, public, dominant, produit très tôt, commémore les partisans soviétiques et cherche à mettre en avant l'origine lituanienne de certains d'entre eux pour mieux valoriser l'appartenance à l'URSS de ces territoires annexés en août 1940. Ainsi, en 1958, à l'occasion des 40 ans de la création des Komsomols, les jeunes communistes, trois jeunes Lituaniens, membres du « comité de l'organisation clandestine urbaine des Komsomols de Kaunas », sont décorés à titre posthume du titre de Héros de l'Union soviétique, la distinction la plus élevée en URSS. Il s'agit, outre Alfonsas Čeponis, dont il est question ici, de Juozas Aleksonis et de Gubertas Borisa, noms aux sonorités tout à fait lituaniennes<sup>12</sup>.

Un autre récit, circulant de bouche à oreille, valorise au contraire les partisans lituaniens qui luttent dès 1944 contre les troupes soviétiques. Ces autres partisans ou « frères de la forêt », mènent de nombreuses actions armées ponctuelles contre les autorités soviétiques ou les Lituaniens communistes qui collaborent avec les nouvelles autorités. La résistance à l'occupation soviétique se poursuit bien plus longtemps en Lituanie que dans les autres États de la Baltique, Lettonie et Estonie. Malgré un engagement très lourd des troupes de l'Intérieur et les déportations répétées qui touchent particulièrement les localités rurales, bases de soutien aux « frères de la forêt », cette résistance se poursuit jusqu'en 1952-1953. Dénommés « bandits » par les autorités soviétiques, ils sont tôt perçus comme des héros en Lituanie, qui les célèbre aujourd'hui par de nombreux

---

<sup>10</sup> Voir, par exemple, Blum, Craveri & Nivelon 2012 ; Tininis 2008 et 2009 ; *Archives Sonores – Mémoires Européennes Du Goulag*.

<sup>11</sup> Бойцы защиты народа.

<sup>12</sup> Décret du Soviet suprême de l'URSS n°207/5, Moscou, 1<sup>er</sup> juillet 1958.

monuments, plaques commémoratives, cérémonies et ouvrages<sup>13</sup>. La plainte d'Elena Spirgevičienė, rédigée en 1959, puise dans ce récit. Il est possible que le contexte du dégel khrouchtchévien, avec l'émergence d'une mémoire de la guerre moins monolithique dans les pays baltes<sup>14</sup>, ait joué un rôle dans sa décision d'écrire une lettre, mais aussi dans le fait que Moscou impose à Vilnius d'y répondre. D'un autre côté, la pratique des plaintes est ancienne, comme l'est celle de la retransmission d'une instance à l'autre de certaines d'entre elles.

Nous nous attacherons donc ici à examiner le récit du combattant héroïque construit par les autorités soviétiques autour de la figure d'Alfonas Čeponis, puis le processus de contestation et déconstruction de ce récit mené par la mère d'Elena Spirgevičiūtė, qui trace la figure d'un bandit ordinaire. L'examen de sa plainte dans une réunion du Comité central du parti communiste de Lituanie aboutit à la réaffirmation du récit héroïque, tout en transformant peu à peu la plaignante en accusée, et en évacuant la question du viol. Nous verrons enfin comme le second récit survit cependant au sein des mouvements dissidents lituaniens pour revenir au premier plan lors de l'indépendance de la Lituanie, construisant alors une nouvelle figure de martyr autour de la tentative de viol.

### **Héroïsme soviétique du combattant**

Dès 1944, les rapports internes du Komsomol et des articles de journaux<sup>15</sup> mettent en avant les actions héroïques de ce jeune komsomol : le groupe de partisans soviétiques auquel il appartient à partir de novembre 1943 a fait sauter des trains allemands, tué de nombreux nazis, libéré des Juifs du ghetto de Kaunas, organisé la fuite de prisonniers de guerre et de plusieurs internés du tristement célèbre 9<sup>e</sup> fort de Kaunas, un des lieux d'exécution massive des Juifs ainsi que de nombreux autres Lituaniens prosoviétiques<sup>16</sup>.

---

<sup>13</sup> Anušauskas 2012.

<sup>14</sup> Tcherneva & Denis 2011.

<sup>15</sup> LYA, fonds K-41, inv. 1, d. 530, ff. 51-53, article du *Komiainimo Tiesa*, 4, 5 décembre 1944.

<sup>16</sup> Cela est évoqué dans *Le Livre noir* (Ehrenbourg & Grossman 1995 : 631-632).

La mort de Čeponis en fait à la fois un héros et un martyr<sup>17</sup>, puisqu'il a résisté seul à des soldats allemands supérieurs en nombre, et a préféré se suicider que d'être capturé par la Gestapo. Dès septembre 1944, un rapport officiel rappelle :

Le komsomol (Saša) Čeponis a été tué le 24 janvier 1944, rue Siūlų, quartier de Šančiai à Kaunas. Il fut encerclé par la Gestapo et la police allemande, dans son appartement, il a été blessé, durant 5 heures il se défendit en tirant et tua plusieurs gestapistes. Quand les gestapistes commencèrent à envoyer des grenades dans son appartement, il les attrapa et les renvoya par la fenêtre en plein milieu des Allemands. Alors les porteurs de torche allemands voulurent brûler la maison où il résistait. Il ne voulut pas se rendre et se suicida<sup>18</sup>.

L'histoire passe de rapport en rapport et se répète aux détails près. Dans un autre rapport qui date probablement de la fin de l'année 1944, le secrétaire du Comité central du Komsomol lituanien rapporte que Čeponis a « pendant cinq heures résisté, seul, aux assauts de l'ennemi » et que « quand les policiers ont commencé à lancer des grenades par la fenêtre, le cam[arade] Čeponis les attrapait au vol et les renvoyait sur les policiers »<sup>19</sup>. Le 2 juillet 1945 il est

---

<sup>17</sup> Rappelons que le terme de *подвиг* en russe désigne à la fois un acte héroïque et les souffrances encourues par des martyrs, et que les deux termes sont historiquement liés (Regamey 2007).

<sup>18</sup> « Комсомолец Чепонис (Саша) погиб 24 января 1944 г. в гор. Каунас, район Шанчяй, на ул. Сюлу. Он был окружен гестапо и немецкой полицией в своей квартире, там его ранили он 5 часов отстреливался, убил несколько гестаповцев. Когда гестаповцы начали бросать гранаты в его квартиру он ловил их и отбрасывал через окно в гущу немцев. Тогда немецкие факельщики хотели поджечь дом, где он защищался. Он не желая сдаться в плен – застрелился », RGASPI, fonds M-1, inv. 53, d. 231, ff. 115 : rapport du secrétaire du CC clandestin du Komsomol de la région sud de Lituanie au CC du Komsomol de l'URSS, « Sur le travail clandestin de l'organisation des komsomols de la région sud de la Lituanie », 3 septembre 1944, Vilnius.

<sup>19</sup> « Когда полицейские начали кидать через окно гранаты т. Чепонис подхватывал их на лету и выкидывал их обратно в полицейских », CC du VLKSM, rapport sur le travail du Komsomol de la RSS de Lituanie sur les arrières de l'ennemi pour les années 1941-1944, signé par le secrétaire du CC du LKSM, Macevičius, non daté (probablement fin 1944), RGASPI, fonds M-1, inv. 53, d. 231, f. 125.

décoré de l'ordre de la guerre patriotique de 1<sup>re</sup> classe, à titre posthume, ordre remis le 9 juillet 1945 à Vilnius.

Dans un rapport du 6 mars 1958, probablement destiné à justifier les futures distinctions, il est également rappelé qu'en décembre 1943, après avoir fait sauter un train avec un groupe de partisans, Čeponis aurait été gravement blessé lors d'une rencontre avec une « patrouille hitlérienne ». Après avoir trouvé refuge dans un village, il aurait été soigné à Kaunas, puis emmené chez ses parents<sup>20</sup>. C'est donc probablement entre cette attaque, alors que Čeponis était blessé, et le retour chez sa mère, que se situe la visite à la famille Spirgevičius évoquée par la plaignante dans la lettre.

Les sources disponibles rendent difficile de retracer exactement l'enchaînement des faits : on peut néanmoins supposer que le retour de Čeponis blessé chez lui a pris du temps, et qu'après l'attaque du train (qui a pu avoir lieu fin décembre), le petit groupe de partisans s'est caché dans la ville et a tenté d'obtenir ravitaillement et soutien auprès de la population. Plaideraient pour cette version les déclarations de Miknevičius, enquêteur du KGB, devant le CC du PC de Lituanie, qui indique que le groupe s'est rendu le 2 janvier 1944 chez Kundrotense, rue Gėlių Rato, à environ un kilomètre de la rue Tvirtovės où habitait la famille Spirgevičius (doc. 2).

Si les sources officielles n'indiquent pas que le groupe s'est caché à Kaunas après cette attaque, elles évoquent en revanche un autre contact avec des civils. Malgré la blessure de Čeponis, le groupe de partisans serait en effet venu au secours de villageois, que les policiers à la solde des Allemands étaient en train de piller<sup>21</sup>. Cet épisode est repris dans « Cœur fidèle. Histoire vraie » publié dans le n°9 de la revue *Smėna*, revue du CC du Komsomol, en 1958<sup>22</sup>. Selon ce récit romancé, après avoir mis en fuite les policiers qui s'éparpillent, les partisans frappent longuement à la porte d'une maison. La vieille

---

<sup>20</sup> Informations sur l'activité de l'organisation clandestine komsomol de la ville de Kaunas durant la Grande guerre patriotique, RGASPI, fonds M-1, inv. 53, d. 231, ff. 137-157, signé par le Secrétaire du CC du LKSM de Lituanie, A. Ferensas à l'organisateur responsable du CC du VLKSM, le cam[arade] Ącevičius le 6 mars 1958.

<sup>21</sup> *Idem*.

<sup>22</sup> Konstantin Vorobev, « Верное сердце. Быль », *Smėna*, 9, 1958, p. 10-12.



femme qui leur ouvre s'écrie « Jésus-Marie, mais ce sont les nôtres ! » : seul le fait qu'elle annonce cela « sur un ton de reproche » à une personne cachée derrière elle laisse penser que tous, dans le village, n'éprouvaient pas la même confiance envers les partisans.

Dans ce récit, Čeponis apparaît à la fois comme un camarade courageux et fiable, un bon frère et un bon fils, inquiet pour sa mère qui s'épuise à le soigner et qui prie « dans un murmure fervent » pour son fils. C'est à cette mère imaginée comme une incarnation de la société lituanienne pas encore débarrassée de ses préjugés, mais qui a néanmoins « élevé un vaillant et hardi combattant pour le bonheur du peuple » que le CC du Komsomol adresse ses félicitations dans un télégramme le 11 juillet 1958<sup>23</sup>.

La publication de cet article de *Smena* montre aussi à quel point le pouvoir soviétique, et plus précisément le Komsomol, cherche à mobiliser autour de la figure de ce héros – une mobilisation qui a des effets. Une émission consacrée aux héros-komsomols de Lituanie a été diffusée à la télévision centrale le 17 juillet 1958, et un des auteurs de l'émission, qui a rencontré la mère de Čeponis, s'insurge contre le fait que :

La famille de Čeponis vit dans des pièces dont les murs sont quadrillés de balles et d'éclats de grenades, les papiers peints abîmés datent du temps de l'occupation hitlérienne. [De plus] une certaine citoyenne installée par l'administration hitlérienne » [occupe une des chambres qu'elle essaie de récupérer], et pendant sept ans elle a empoisonné la vie de la mère du Héros Čeponis. C'est un scandale !<sup>24</sup>

C'est dans ce contexte de mobilisation et de tension encore présente autour de la période de l'occupation allemande qu'Elena Spirgevičienė envoie sa lettre au CC du PCUS.

---

<sup>23</sup> RGASPI, fonds M-7, inv. 2, d. 1315, f. 1.

<sup>24</sup> « [...] семья Чепониса живет в комнатах, стены которых сплошь изрешечены пулями и осколками гранат, ободранные обои времен гитлеровской оккупации! [...] В одной из двух комнат до мая месяца этого года жила некая гражданка, вселенная туда гитлеровской администрацией, [...] семь лет она травилась мать Героя Чепониса! Это безобразие! », Lettre de G. Nikitin au CC du Komsomol, 22 juillet 1958, RGASPI, fonds M-7, inv. 2, d. 1315, f. 6.

## Meurtre, pillage et viol – retour au banditisme criminel

Le récit qu'Elena Spirgevičienė fait dans sa lettre de sa rencontre avec les partisans rompt avec le cadre héroïque, elle place son argumentation dans le registre de la démonstration et cherche avant tout à convaincre. Elle fait un récit minutieux des événements, offrant une multiplicité de détails qui tracent une histoire dont la logique interne est cohérente (elle indique qu'on veut la faire s'agenouiller devant l'armoire pour la tuer ; elle exprime sa frayeur qui la conduit à ne venir constater le décès de sa fille qu'une heure après le départ du groupe, etc.).

Afin d'étayer son récit, Elena Spirgevičienė multiplie les signes d'appartenance au peuple et met en avant ce qui fait d'elle une bonne citoyenne soviétique : elle est d'une famille ouvrière et pauvre, illettrée, son mari a travaillé pour le ministère de l'Intérieur (défense anti-aérienne) dès l'instauration du pouvoir soviétique. Elle puise également dans le parler soviétique de l'époque, recourant à des expressions stéréotypées comme les « jours difficiles de l'occupation allemande », « les jours de la libération approchaient ». Il est probable d'ailleurs qu'elle ait été aidée dans la rédaction de la lettre par ses enfants qui co-signent la lettre, son fils étant alors en Russie pour ses études et maîtrisant très bien cette langue<sup>25</sup>.

Ainsi, ce sont les membres de la famille Spirgevičius qui apparaissent comme des Soviétiques exemplaires, et non Alfonsas Čeponis et ses complices – qu'elle qualifie de bandits<sup>26</sup>. Ce mot était d'usage courant en Union soviétique après la Seconde Guerre mondiale<sup>27</sup>, pour désigner ceux qui avaient pris les armes contre le pouvoir soviétique. Ils étaient ainsi disqualifiés non seulement pour les violences qu'on leur imputait, mais aussi parce qu'ils se voyaient déniés de mener un combat politique, créant ainsi un fossé immense entre ces « bandes » et les « vrais » partisans, organisés durant le conflit sous une forme quasi-militaire, pour lutter contre les nazis. Les

<sup>25</sup> Entretien avec Arturas Jagolevičius (évêque à Kaunas, juge au tribunal ecclésiastique pour la béatification) et Česlovas Spirgevičius (frère d'Elena Spirgevičiūtė), réalisé par Alain Blum à Kaunas, le 3 juin 2013.

<sup>26</sup> Бандит.

<sup>27</sup> Werth 2007.

Soviétiques utilisaient là une pratique courante de disqualification des groupes luttant contre l'autorité établie.

Cependant, Elena Spirgevičienė utilise ce terme dans le sens de banditisme de droit commun, existant aussi dans le droit pénal soviétique. De ce fait, en qualifiant les partisans de bandits, elle renoue avec une signification donnée par les Allemands à ce terme durant la Seconde Guerre mondiale<sup>28</sup>. Sans que l'on puisse savoir si cette coïncidence est volontaire, elle contraste avec sa volonté de se présenter en citoyenne soviétique modèle.

Elena Spirgevičienė décrit alors la violence dans le langage de la criminalité ordinaire, en faisant comme abstraction du contexte de la guerre. Alors que la ville de Kaunas est encore sous occupation allemande (les troupes soviétiques n'arrivent qu'en juillet 1944), Elena Spirgevičienė met en scène l'intervention de la police au domicile de la mère de Čeponis comme une intervention d'une police légitime à la recherche de délinquants. Elle laisse même penser que c'est à cause de ce crime que la police poursuit Čeponis avant qu'il ne soit tué. Ainsi, une intervention de la Gestapo contre un partisan ayant attaqué un train se transforme dans le récit de Elena Spirgevičienė en l'arrestation d'un criminel qui porte un costume volé au mari (costume civil qui le place, là aussi, en dehors de tout contexte de combat).

Rien, dans le récit de la mère, ne permet de rattacher les actes de Čeponis et ses compagnons à la guerre et aux conditions de guerre – si ce n'est le fait qu'ils sont armés. Dans son récit, le groupe vient pour faire ripaille, boit, « houspille les femmes », pille et tue sans raison, dans un seul élan. Enfin, tous les actes de banditisme sont mis sur le même plan par la mère, dans une phrase au rythme étonnamment continu. Le viol qu'elle subit apparaît presque incidemment, au détour de la phrase, suite presque logique du pillage et de la boisson<sup>29</sup> qui ont précédé : « L'un d'eux exigea que nous leur montrions où était le lard et d'autres aliments. Je les conduisis au grenier. Ils nous prirent tout et me

---

<sup>28</sup> Cerovic 2012 ; Denis 2008.

<sup>29</sup> Sur le rôle essentiel de l'alcool dans les incidents opposant partisans soviétiques et population civile, Cerovic 2012 : 332.

violèrent »<sup>30</sup>. Cette insistance sur le pillage renforce donc la dimension criminelle, de droit commun, de cette action.

La plaignante ne consacre donc même pas une phrase entière au viol lui-même. On ne sait pas si elle a été violée par plusieurs membres de la bande, ou par un seul, et elle ne donne une précision qu'au détour d'une autre phrase, pour expliquer qu'elle a survécu : le lien informel qui aurait été créé avec un des violeurs qui intercédait en sa faveur.

Pour pouvoir interpréter ce laconisme, il faudrait savoir comment les viols commis pendant la guerre étaient discutés au sein de la société lituanienne de l'époque. On sait que les viols commis par les groupes de partisans soviétiques sur les territoires qu'ils contrôlaient ne peuvent pas être considérés « comme des incidents isolés »<sup>31</sup>. La plaignante cherche-t-elle à minimiser la honte attachée au viol en en disant le moins possible ? Peut-on penser, au contraire, qu'elle l'a vécu de la manière dont Attina Grossman décrit le viol des femmes allemandes par les troupes soviétiques en 1945 :

bien qu'effrayants et horribles, ils semblaient ne provoquer aucune culpabilité (...) Le viol était juste un élément de plus (parfois le pire, parfois non) dans une série d'horribles privations et humiliations de la guerre et de la défaite<sup>32</sup>.

Ici, le fait de se voir voler toutes ses réserves et donc d'être privé de ses moyens de subsistance au plus fort de l'hiver, avec ses enfants, a été très certainement pour cette femme un élément traumatique essentiel.

La différence dans la manière dont les hommes et les femmes, en Allemagne, ont vécu et parlé des viols, est également soulignée par de nombreux auteurs<sup>33</sup>. Ici, ce qui frappe, c'est l'absence des hommes et surtout l'absence du mari du récit. On ne sait, à lire la plainte, s'il était présent ou non – alors même que le récit du frère publié plus tard

<sup>30</sup> « Один из них потребовал показать, где находится сало и другая еда. Я повела их на чердак, где оно было. Они там все забрали и изнасиловали меня », LYA, fonds 1771, inv. 190, dossier 12, f. 37.

<sup>31</sup> Cerovic 2012 : 334.

<sup>32</sup> « While frightful and horrific, it seemed to provoke no guilt (...). Rape came as just one more (sometimes the worst, but sometimes not) in a series of horrible deprivations and humiliations of war and defeat », Grossmann 1995 : 53.

<sup>33</sup> Naimark 1995 ; Burds 2001 ; Grossmann 1995.

laisse penser qu'il était là également<sup>34</sup>. Difficile de savoir si cette omission est due au sentiment de sa femme qu'il n'a rien pu faire pour la protéger, au fait que le mari était mort depuis longtemps quand la plainte est rédigée ou encore à la volonté de ne pas attirer l'attention sur les activités douteuses du mari (cf. *infra*). Cela crée en tout cas l'image d'un monde de femmes et d'enfants sans défense face à l'intrusion d'hommes armés.

### **La transformation de la plaignante en accusée**

Dans sa lettre, Elena Spirgevičienė dit s'être adressée au Comité du parti de la ville de Kaunas qui ne l'a pas crue et n'a pas donné suite à ses déclarations. Elle écrit ensuite directement au CC du PCUS à Moscou, et c'est sur injonction de celui-ci que le parti communiste de Lituanie convoque une enquête. Les résultats en sont communiqués par une lettre du secrétaire du CC le 29 octobre (doc. 3), après que ce soit tenue une réunion au Comité central le 23 octobre 1959 (doc. 2). Les discussions menées lors de cette réunion et la lettre qui en découle montrent comment sont détruits progressivement tous les arguments de la plaignante, qui se voit au contraire mise sur le banc des accusés.

Quelques doutes sur Čeponis s'expriment chez certains participants à la réunion : Genrikas Žimanas, qui commandait lui-même une brigade de partisans durant la guerre, reconnaît qu'il y avait eu des plaintes contre eux, « qu'ils se saoulaient » et qu'ils présentaient un risque pour les autres partisans, (« ils pouvaient faire venir la police »), à tel point qu'il a suggéré la dissolution du groupe. Liaudis, président du KGB, mentionne « deux cas analogues » qui impliqueraient le groupe de Čeponis et Sniečkus, Premier secrétaire du PC de Lituanie souligne que « si une ombre persiste, cela sera difficile pour nous » (doc. 2).

Fait notable, ces doutes trouvent leur écho dans la lettre du secrétaire du PC de Lituanie du 29 octobre 1959, qui concède des « faits isolés d'infraction à la discipline partisane », alors que la mention de « risques non justifiés » est finalement barrée à la main (doc. 3). Mais pour le reste, la lettre reprend de manière plus formalisée la logique qui

---

<sup>34</sup> Spirgevičius 1992.

se dégage de la discussion et aboutit non seulement à blanchir Čeponis mais aussi à transformer la plaignante en accusée.

Les pillages dénoncés par Elena Spirgevičienė ne sont pas niés, mais justifiés comme une nécessité due à la guerre et qualifiés d'opération de ravitaillement. Le rapport présenté au Comité central mentionne que les partisans ont « exigé de la nourriture » (en « oubliant » la boisson) et reconnaît simplement que « en partant de chez Spirgevičius, les partisans prirent des produits alimentaires et quelques habits » (doc. 3). Cette justification se pose pourtant en contradiction avec l'attitude officielle qui prévalait à la fin de la Seconde Guerre mondiale : le pillage était d'autant plus condamné<sup>35</sup> dans ces territoires que l'État-major soviétique craignait les débordements et des exactions dans des territoires où ils savaient qu'ils ne seraient pas accueillis en libérateurs<sup>36</sup>. Près de 15 ans après la fin du conflit, pillage et vol ne semblent plus poser de problème au premier secrétaire du PC de Lituanie Sniečkus : « s'ils ont pris des choses, ils en avaient besoin » (doc. 2). Tout juste reconnaît-il « des entorses à la discipline » liées au fait qu'il « n'y avait pas de direction politique », une accusation souvent portée contre les partisans. La logique politique (« ils luttèrent pour le pouvoir soviétique ») l'emporte sur tout, d'autant que « bien sûr on ne pouvait pas combattre avec des mains très propres » (Sniečkus, doc. 2).

Jusqu'où est-il acceptable qu'un partisan se salisse les mains ? Il semble que ce soit sur le viol justement que cela bute. Sniečkus, le premier secrétaire du parti communiste de Lituanie, le souligne lorsqu'il dit se fixer pour objectif de « savoir si elle ment ou non (...) ». Avant elle disait qu'on avait violé, puis elle l'a nié ». Il semble acceptable que des partisans tuent « pour se défendre, mais pas pour voler, ni pour violenter » (doc. 3) : la question est donc de savoir si Elena Spirgevičiūtė, la fille de Elena Spirgevičienė, a oui ou non été violée.

Pour cette assemblée d'hommes qui ont tous vécu la guerre, le fait que des partisans aient pu commettre des viols n'est certainement pas une nouveauté. Si les plaintes étaient peu nombreuses pendant et après la guerre, les viols étaient néanmoins publiquement évoqués lors des

<sup>35</sup> Cerovic 2012.

<sup>36</sup> Denis 2008 ; Cerovic 2012.

règlements de comptes entre groupes de partisans, ou déplorés dans des rapports des services de sécurité<sup>37</sup>. En revanche, il faut rappeler l'état d'esprit dominant tant à l'armée que chez les partisans à l'époque : idée que la guerre effacera tout, qu'il est légitime pour un combattant de vouloir assouvir ses besoins et que les femmes dans les territoires occupés et à l'arrière avaient perdu toute pudeur et se jetaient elles-mêmes au cou des soldats<sup>38</sup>. Quinze ans après, le viol a-t-il augmenté en gravité ? Il est vrai que, dès l'après-guerre, le Soviet suprême d'URSS aggravait les peines pour viol par décret du 4 janvier 1949, mais il suivait là une tendance générale du stalinisme tardif<sup>39</sup>.

Face aux difficultés inhérentes à toute enquête sur un viol (défaut de preuve matérielle, opposition entre deux discours irréconciliables<sup>40</sup>) – les membres de cette commission prennent systématiquement le parti d'écarter les arguments de la victime, insistant sur l'absence de preuves et de témoins. Tout s'est déroulé au domicile de la plaignante, dont le viol n'est pas prouvé car il repose sur sa seule plainte. Il n'y a pas de possibilité de confronter les parties car « tous les participants de cette opération furent tués pendant la guerre ».

On reproche également à la mère de ne pas en avoir parlé avant (sans doute faisant référence à la déposition d'un prêtre arrêté en 1949, le père Pranas Račiūnas, qui a eu des contacts avec elle dès 1947, et qui n'évoque pas le viol<sup>41</sup>) – sans prendre en compte tous les tabous et les réticences liés à l'aveu de ce viol et à la possible crainte de ternir la mémoire de sa fille. On ne lui demande d'ailleurs aucune précision, alors qu'elle pourrait les donner lors de cet interrogatoire.

---

<sup>37</sup> Cerovic 2012 : 332-337 ; Burds 2009.

<sup>38</sup> Cerovic 2012 : 332-337 ; Budnickij 2012 : 405-422.

<sup>39</sup> Solomon 1996. D'un point de vue strictement juridique, dans le code pénal de 1926, en vigueur jusqu'en 1960, le viol est passible d'une peine de 5 ans de prison, et jusqu'à 8 ans s'il est commis sur un mineur ou s'il conduit au suicide de la victime. Cependant, l'article 157 est amendé par le décret de 1949, et le viol devient passible d'une peine de camp de 10 à 15 ans, peine passant de 15 à 20 ans pour un viol sur mineur ou viol en réunion. Le code pénal adopté en 1960 réduira les peines encourues (3 à 7 ans de prison) tout en conservant cette distinction entre viol et viol en réunion ou sur mineur (5 à 15 ans de prison).

<sup>40</sup> Desprez 2012 : 50.

<sup>41</sup> Cf. ci-dessous.

Autre argument, particulièrement fallacieux : si des partisans soviétiques avaient commis un viol et un meurtre, les Allemands n'auraient pas manqué de l'évoquer publiquement – or, ils ne l'ont pas fait.

On affirme enfin que Čeponis n'aurait pas pu participer aux violences car il était blessé (Staras, doc. 2), et, comme pour mieux protéger sa mémoire, il est finalement « établi » qu'Elena Spirgevičiūtė, comme sa tante Stasia Jukaitė, ont été tuées par un partisan du nom de Griša – qui est le seul de tous les membres du groupe dont l'enquête n'ait pas permis d'établir le nom de famille (doc. 3).

Ainsi la question du viol étant en quelque sorte évacuée, il ne reste qu'à justifier la mort des deux jeunes filles ou plutôt, comme le dit ouvertement Sniečkus à « démontrer qu'on a tué sa fille comme ennemi politique » (doc. 3). Les jeunes filles auraient donc été tuées car elles collaboraient avec les Allemands et présentaient un danger immédiat pour le groupe de partisans. On était en situation de guerre, et la fuite de la tante Stasia Jukaitė est interprétée comme la volonté d'aller dénoncer ce groupe auprès de la police. Il est dit également d'Elena Spirgevičiūtė, qu'elle « espionnait les partisans » (doc. 2) et même sa mère aurait dit lors d'un interrogatoire en 1949 qu'« on avait tué sa fille parce qu'elle voulait informer la police » (doc. 2).

Mais surtout, le raisonnement passe à un autre registre, largement utilisé en URSS, la disqualification de la plaignante et de sa famille, en termes de mode de vie, en termes sociaux et religieux. La guerre est loin, il ne peut plus être question d'ennemi au sens national du terme, pour disqualifier une femme qui témoigne en 1958 et qui est citoyenne soviétique. Néanmoins, plusieurs références sont faites à la collaboration avec les Allemands, Spirgevičienė « était nationaliste et antisoviétique » et le maraudage du mari, sur les cadavres de Juifs, renforce le stigma, d'autant que la fin des années 1950 voit ressurgir l'arrestation de Lituaniens ayant participé à l'extermination des Juifs.

L'argument fort de délégitimation est cependant celui d'ennemi de classe : la plaignante avait sans doute clairement conscience de ce risque, puisqu'elle l'avait anticipé en usant du registre de l'appartenance au peuple. L'accusation est cependant renforcée par la dimension religieuse : proximité et lien avec Račiūnas, ennemi de classe à double titre, puisqu'il est prêtre et dans un camp.



La conclusion est alors sans appel : la plaignante devient la coupable, celle qui doit être « démasquée », terme d'usage courant dans la rhétorique stalinienne et que le premier secrétaire du parti de Lituanie reprend à son compte. Si Šarkov, membre du bureau du Comité central du parti, souhaite rouvrir l'enquête, ce n'est pas pour poursuivre des investigations plus approfondies sur les crimes et viols commis. Il a deux objectifs qui, tous deux, transforment la plaignante en accusée : trouver les motifs de l'écriture de la lettre, qui entache le nom d'un Héros de l'Union soviétique (la possibilité qu'il ne soit pas un héros n'est donc pas examinée) ; trouver si cela ne lui a pas été suggéré – par un ennemi de l'Union soviétique, à l'évidence, d'autant qu'elle est proche de prêtres.

### **La sanctification de la victime dans le discours nationaliste lituanien**

Malgré la plainte, malgré l'enquête lancée en 1959 et qui conduit à interroger, semble-t-il, de très nombreux témoins<sup>42</sup>, Alfonsas Čeponis reste Héros de l'Union soviétique. Sa mère reçoit de l'aide de l'organisation des Komsomols, qui réparent son appartement et transforment une des pièces en musée<sup>43</sup>, la rue Siūlų gatvė, où il fut tué est renommée rue Čeponis, un bateau de la flotte de pêche prend aussi son nom<sup>44</sup>.

La jeune femme assassinée a en revanche cristallisé une opposition lituanienne à l'Union soviétique dès son décès et sa mémoire devient mémoire parallèle, alternative, ancrée dans une opposition à l'occupation soviétique soutenue par une forte dimension religieuse.

Bien que sa mère, Elena Spirgevičienė indique, dans sa lettre, qu'après le crime tout fut oublié jusqu'à ce funeste jour de l'année 1958 où elle découvre les honneurs faits à Čeponis, l'histoire semble

---

<sup>42</sup> S'il est fait clairement référence à ces témoins dans le second document reproduit ici, nous n'avons en revanche pas retrouvé trace de l'enquête elle-même.

<sup>43</sup> Lettre du 14 août 1958 du responsable adjoint du département d'agitation et propagande du Komsomol à G. Nikitin (en réponse à sa plainte du 22 juillet 1958), RGASPI, fonds M-7, inv. 2, dossier 1315, f. 7.

<sup>44</sup> [http://www.warheroes.ru/hero/hero.asp?Hero\\_id=7938](http://www.warheroes.ru/hero/hero.asp?Hero_id=7938). Site consacré aux Héros de l'Union soviétique.

un peu différente. Elena Spirgevičiūtė est dès son décès, un symbole, au début très localement il est vrai. Dès son enterrement et celui de sa tante une foule importante est présente, comme en témoignent les photos prises ce jour-là<sup>45</sup>. Une notice nécrologique évoquant les crimes est publiée dans un journal local<sup>46</sup>.

Le père Pranas Račiūnas récupère le journal intime de la jeune fille auprès de sa mère, en 1947, qu'il rencontre alors devant la tombe de sa fille<sup>47</sup>. Il fait de ce journal plusieurs copies qu'il diffuse ainsi que sa biographie. Le journal est saisi par le NKGB lors de son arrestation et joint à son dossier<sup>48</sup>. Pranas Račiūnas est lui-même arrêté le 4 juin 1949<sup>49</sup> et interrogé par un enquêteur du ministère de l'Intérieur de Lituanie, le MGB. On lui reproche entre autre « des liens criminels avec un agent du Vatican et membre des services secrets américains, un certain Labergė »<sup>50</sup>. Il est condamné à 25 ans de camp spécial du ministère de l'Intérieur<sup>51</sup>. Or durant ses longs interrogatoires, qui s'étendent de juin à décembre 1949, Elena Spirgevičiūtė est évoquée, incidemment, le 7 juillet. L'enquêteur l'interroge sur les documents retrouvés chez lui et en particulier sur ceux qu'il recopiait. Il évoque alors le journal intime d'Elena. Pranas Račiūnas répond alors : « Je voulais écrire un livre sur Spīrgāvičute (*sic*), frappée d'une mort tragique

---

<sup>45</sup> Ces photos sont conservées dans l'album personnel du frère d'Elena, Česlovas Spirgevičius, et reproduite dans l'ouvrage de ce dernier (Spirgevičius 1992). La cérémonie funèbre a lieu en l'église Saint-Antanas, située à proximité du domicile de la victime. Elle est ensuite enterrée dans l'ancien cimetière de la ville de Kaunas, avenue Vytautas. Le cimetière devant être détruit, les dépouilles sont déplacées dans le cimetière d'Eiguliai (Eigulių kapinės) en 1957 (Spirgevičius 1992).

<sup>46</sup> Article paru le 12 janvier 1944 dans *Ateitis* [*Le futur*], journal publié alors à Kaunas.

<sup>47</sup> Entretien avec Arturas Jagolevičius..., *op. cit.*

<sup>48</sup> « Arrêté de rajout de preuves matérielles », 30/11/1949, LYA, fonds K-1, inv. 58, d. 42424/3 s.b., l. 63. Nous n'avons pas retrouvé ce journal intime dans ce dossier et ni le frère d'Elena, ni l'évêque juge au tribunal de béatification n'en disposent. Ils disposent seulement des copies faites par le père Račiūnas. L'une d'entre elles a été publiée dans *Mirtis atėjo iš muravos* (Spirgevičius 1992).

<sup>49</sup> LYA, fonds K-1, inv. 58, dossier 45424/3, s.b.

<sup>50</sup> *Ibid.*, f. 75.

<sup>51</sup> *Ibid.*, f. 82.

par la main de pillards »<sup>52</sup>. Le terme bandit n'est pas utilisé mais c'est bien un terme relevant du registre criminel qui est utilisé<sup>53</sup>. D'autres prêtres prennent ensuite le relais, recueillent des témoignages qui sont aujourd'hui rassemblés en l'archevêché de Kaunas<sup>54</sup>.

Nouvelle étape, qui correspond au développement d'une dissidence très inscrite, en Lituanie, au sein de l'église catholique : en 1977, Elena Spirgevičiūtė est évoquée comme victime, au côté d'autres étudiantes, dans la *Chronique de l'église en Lituanie*. Ce samizdat joue un rôle essentiel dans la dissidence lituanienne. Il est créé par le père Sigitas Tamkevičius, aujourd'hui archevêque de Kaunas. En cette année 1977, ces jeunes filles sont déjà rapprochées des martyrs, car « nous avons déjà de nombreux martyrs pour leur foi, et des jeunes filles qui ont sacrifié leur vie pour défendre leur chasteté (les étudiantes Elena Spirgevičiūtė, Stasė Lukšaitė, Danutė Burbaitė et d'autres) »<sup>55</sup>. Elle porte ainsi dès le milieu des années 1970 l'image d'une martyre, dont la foi en la religion catholique et la pureté s'opposent à la violence des occupants soviétiques<sup>56</sup>.

Nous n'avons pas de traces écrites, entre 1977 et 1988, de cette histoire. Mais elle est rappelée, dès le développement des mouvements d'indépendance durant la perestroïka : dès 1988, par un journaliste proche de Sajūdis<sup>57</sup>, ce mouvement à l'origine de l'indépendance de la Lituanie. Peu après l'indépendance recouvrée,

---

<sup>52</sup> *Ibid.*, tome 1, f. 152, Interrogatoire de Pranas Račiūnas fils de Jurgis, le 7 juillet 1949, mené avec un interprète russo-lituanien. Le terme utilisé est грабитель.

<sup>53</sup> On ne connaît pas le terme exact employé par Račiūnas, puisque sa déposition est la traduction en russe d'une déposition orale faite en lituanien. Par ailleurs il est fort possible que l'enquêteur n'ait pas voulu retranscrire le terme « bandit ».

<sup>54</sup> Entretien avec Arturas Jagolevičius..., *op. cit.*

<sup>55</sup> *Lietuvos Katalikų Bažnyčios Kronika [Chronique de l'Église catholique en Lituanie]*, 28, 29 juin 1977 [[http://www.lkbkronika.lt/index.php?option=com\\_content&view=article&id=482:issue-no-28&catid=35:chronicles&Itemid=373](http://www.lkbkronika.lt/index.php?option=com_content&view=article&id=482:issue-no-28&catid=35:chronicles&Itemid=373)]

<sup>56</sup> Ce type de discours n'est pas propre à la Lituanie. En Hongrie, « l'église catholique hongroise a utilisé le thème du viol pour symboliser la destruction d'une nation chrétienne par une force barbare et païenne. L'évêque catholique de Győr, Vilmos Apor, "mort en martyr" pour avoir tenté sans succès de protéger dans son palais des femmes hongroises contre les troupes soviétiques a été proposé par l'Église à la béatification (qui a été accordée en 1997) » (Mark 2005 : 141).

<sup>57</sup> Article reproduit dans Česlovas Spirgevičius, *op. cit.*

des enquêtes sont ouvertes contre certains partisans soviétiques pour les violences commises contre les civils<sup>58</sup>. La rue Čeponis reprend son nom initial, Siūlų gatvė. À l'opposé Elena Spirgevičiūtė est proposée pour béatification. L'archevêque de Kaunas Sigitas Tamkevičius, demande en effet, très vite, l'inscription de cette jeune fille dans la liste des personnes à béatifier, ce que le pape Jean-Paul II accepte dans le cadre du processus de béatification d'un certain nombre de victimes du communisme en Europe centrale et orientale<sup>59</sup>. Le frère d'Elena convainc la ville de Kaunas d'offrir le terrain, à l'emplacement même de la maison où elle fut tuée (maison détruite dans les années 1970), pour ériger une statue de sa sœur, aux ailes d'ange (cf. photographie en fin d'article). Il finance lui-même le monument qui est inauguré le 17 octobre 1998, en présence d'un représentant de la mairie et de Sigitas Tamkevičius, sous la forme d'une cérémonie essentiellement religieuse. À la fin de l'année 1999 Elena Spirgevičiūtė est officiellement introduite dans la liste des personnes à béatifier. Une première session du tribunal de béatification se réunit en la cathédrale de Kaunas, le 15 janvier 2000<sup>60</sup>.

Du point de vue de l'Église et du discours nationaliste cependant, certaines victimes font de meilleurs symboles que d'autres, et il est notable dans le cas de la famille Spirgevičius que seule la tentative de viol de la jeune fille soit évoquée : celui de la mère n'est absolument pas mentionné. En effet, conditions (ou plutôt suppositions) essentielles pour que la jeune fille apparaisse comme une « martyr de la pureté » : le fait qu'elle ait été vierge et résisté, qu'elle ait donc préféré la mort plutôt que le déshonneur. Dans ce discours qui fait peser un doute sur les femmes qui survivent à un viol (en supposant que si elles avaient vraiment résisté, elles seraient mortes), l'expérience traumatique de la mère n'a pas sa place. La chasteté et la virginité supposées de la jeune fille sont considérées comme une preuve de résistance et apparaissent ici essentielle, pour donner ce caractère de pureté indispensable à l'expression d'une dimension

---

<sup>58</sup> Whewell 2008.

<sup>59</sup> Entretien avec Arturas Jagolevičius..., *op. cit.*

<sup>60</sup> *Ibid.*

religieuse<sup>61</sup>. C'est en tout cas le point sur lequel insiste l'évêque Arturas Jagolevičius :

En russe on parle de pureté de la personne, la chasteté, la vertu, qui en ces temps-là était déjà très relative [...] Depuis le temps des premiers chrétiens, depuis l'Empereur Dioclétien, et tous ceux-là et combien de jeunes filles ont été tuées. Cela a une importance religieuse et même politique, car le pouvoir soviétique a montré le vrai visage de ce qu'il y a derrière ces partisans. Si ils tuent une jeune fille innocente, c'est encore autre chose si elle a conservé son innocence, en russe sa vertu, en lituanien *dorybė*, vertu qui devient chaque année de plus en plus précieuse car, autour de nous on sous-estime cela, et voilà des exemples, comment dire, héroïques<sup>62</sup>.

### **Conclusion : deux martyrs, un héros et une sainte**

Cette histoire n'est pas simplement celle de viols et de crimes perpétrés par des partisans soviétiques, ou d'une plainte étonnante déposée en 1959. Elle est aussi, tant elle trouve des échos durant toute la période soviétique puis après l'indépendance de la Lituanie, celle de deux images qui se heurtent violemment : victime soviétique contre victime du pouvoir soviétique, Lituanien contre Lituanienne, martyr contre martyr. Čeponis a, dans le récit soviétique, mené de

---

<sup>61</sup> Élément essentiel sans doute aussi, la prédiction de la jeune fille qui prévoit qu'elle va mourir, qui lui confère un élément de clairvoyance quasi surnaturelle. En effet, selon une histoire qui circule déjà dans les années 1950 puisque Ferensas, secrétaire du CC du Komsomol de Lituanie, la rapporte, elle aurait béni ses parents, puis dit « vous resterez en vie, moi on va me tuer » (doc. 2).

<sup>62</sup> « Ну, как сказать, вот по-русски, это чистота человека, чистоплотность, это целомудрие, вот это добродетель которое в эти времена уже очень такая относительное дело [...] А вот, это, еще с времен первых христиан когда, когда там были эти император Диоклетиан и все они, и сколько девушек погибло и это время это тоже, как сказать, ну и религиозное значение и даже политическое потому что советская власть показала свое лицо, что за партизан, чем они занимаются. И если невинных девушек убивают тут, но другое что она свою невинность сохраняла, свою невинность, как вот такая по-русски добродетель, по-литовски *dorybė*, что с каждым годом становится все ценнее потому что вокруг нас все обесценивается уже. Ну вот, и так сказать это примеры так, героические », entretien avec Arturas Jagolevičius..., *op. cit.* [00:25:53 - 00:27:56] (plage de l'entretien ici retranscrite).

nombreux actes qui sont indispensables pour en faire un héros (faire sauter des trains, attaquer des patrouilles allemandes, etc.), mais l'acte qui lui donne vraiment la dimension de héros est un acte sacrificiel, lorsqu'il se suicide pour ne pas être pris par la Gestapo. Elena Spirgevičiūtė, de son côté, dans le récit lituanien, se voit investie de toutes les qualités morales indispensables pour en faire une personne d'exception et à dimension religieuse, sa mort étant également interprétée comme un sacrifice.

Le viol est alors au cœur de ces différents récits, et qu'il soit reconnu ou nié, jugé ou expliqué, il donne son sens à l'ensemble des événements : d'abord présenté comme un crime parmi d'autres, il est ensuite nié par les autorités soviétiques avant d'être au cœur de l'argumentation dans le discours nationaliste. Dans la lettre de Spirgevičienė, l'acte est mentionné rapidement, son viol et la tentative de viol de sa fille ne sont pas plus mis en avant que les autres crimes commis par les « bandits », mais contribuent à créer l'image d'une violence des partisans dont les civils sont victimes. En revanche, dans la discussion au sein du CC de Lituanie, le viol est justement l'élément qui dérange : c'est la seule des accusations qu'il n'est pas possible de retourner en arguant de la nécessité, du contexte de guerre, d'exigences de sécurité. Le choix est donc fait de nier ces viols, en puisant dans les silences des témoins et dans les contradictions de la plaignante la preuve qu'elle ment. Plus encore, la plaignante est transformée en accusée, et sa mention du viol en une tentative de discréditer un héros de l'URSS. Enfin, troisième moment, les opposants au régime soviétique, puis ceux qui participent à l'indépendance recouvrée de la Lituanie, reprennent au contraire le viol comme un élément essentiel, mais en ne parlant que de la tentative de viol de la jeune fille, faisant de son martyr le symbole du martyr du pays tout entier sous le pouvoir soviétique.

## Archives

*Archives spéciales de Lituanie* (LYA : Lietuvos ypatingasis archyvas), Vilnius.

Il s'agit des archives qui conservent les fonds de la police :

Fonds K-1, inv. 58, dossier 42424/3 : Dossier d'instruction concernant Pranas Raciunas.

*Archives nationales de la Fédération de Russie* (GARF), Moscou :

Fonds des héros de l'Union soviétique.

*Archives nationales russe d'histoire socio-politique* (RGASPI), Moscou :

Fonds du VLKSM (Komsomol) :

Fonds M-1, inv. 53, dossier 231 : Bilans, rapports, plans, propositions et autres documents du CC du LKSM sur l'activité des organisations clandestines komsomol de Lituanie, notes de réunions avec les partisans.

Fonds M-7, inv. 2, dossier 1315 : dossier du héros de l'URSS Alfonsas Čeponis.

*Archives Sonores – Mémoires européennes du goulag*

<http://museum.gulagmemories.eu>

## Bibliographie

ANUŠAUSKAS Arvydas, 2001 [1999, 1<sup>re</sup> éd.], *The Anti-Soviet Resistance in the Baltic States*, Vilnius, Akreta.

—, 2012, *Teroras 1940-1958 m.*, Vilnius, Versus aureus.

BLUM Alain, CRAVERI Marta & Valérie NIVELON (dir.), 2012, *Déportés en URSS. Récits d'Européens au goulag*, Paris, Autrement.

BUDNICKIJ Oleg, 2012, « Мужчины и женщины в Красной Армии (1941-1945) » [Hommes et femmes dans l'armée Rouge (1941-1945)], *Cahiers du monde russe*, 52/2, p. 405-422.

BURDS Jeffrey, 2001, « Gender and policing in Soviet West Ukraine, 1944-1948 », *Cahiers du monde russe*, 42/2-4, p. 279-320.

—, 2009, « Sexual violence in Europe in World War II, 1939-1945 », *Politics & Society*, 37/1, p. 35-74.

- CEROVIC Masha, 2012, « Les Enfants de Joseph. Les partisans soviétiques : guerre civile, révolution et résistance armée à l'occupation allemande (1941-1944) », thèse sous la dir. de Marie-Pierre Rey, Paris I Panthéon-Sorbonne.
- DENIS Juliette, 2008, « Identifier les “éléments ennemis” en Lettonie », *Cahiers du monde russe*, 49/2-3, p. 297-318.
- DESPREZ François, 2012, « Preuve et conviction du juge en matière d'agressions sexuelles », *Archives de politique criminelle*, 34, p. 45-69.
- DIECKMANN Christoph & Saulius SUŽIEDĖLIS, 2006, « Lietuvos žydų persekiojimas ir masinės žudynės 1941 m. vasarą ir rudenį: šaltiniai ir analizė » [La persécution et le meurtre de masse des Juifs lituaniens durant l'été et l'automne 1941], in *Totalitarinių režimų nusikaltimai Lietuvoje [Les Régimes totalitaires en Lituanie]*, T. 3, Vilnius, Margi Raštai.
- DIECKMANN Christoph, TOLEIKIS Vytautas & Rimantas ZIZAS, 2005, « Karo belaisvių ir civilių gyventojų žudynės Lietuvoje: 1941-1944 » [Le meurtre des prisonniers de guerre et de la population civile en Lituanie en 1941-1944], in *Totalitarinių režimų nusikaltimai Lietuvoje [Les Régimes totalitaires en Lituanie]*, T. 2, Vilnius, Margi Raštai.
- EHRENBURG Ilya & Vassili GROSSMAN (dir.), 1995, *Le Livre noir sur l'extermination scélérate des Juifs par les envahisseurs fascistes allemands dans les régions provisoirement occupées de l'URSS et dans les camps d'extermination en Pologne pendant la guerre de 1941-1945 : textes et témoignages*, Arles, Solin, Actes Sud [Trad. de Чёрная книга: о злодейском повсеместном убийстве евреев немецко-фашистскими захватчиками во временно оккупированных районах Советского Союза и в лагерях Польши во время войны 1941-45 гг., 1947].
- GROSSMANN Atina, 1995, « A question of silence: the rape of German women by occupation soldiers », *October*, 72, p. 42-63.
- MARK James, 2005, « Remembering rape: divided social memory and the Red Army in Hungary 1944-1945 ». *Past and Present*, 188, p. 133-161.
- NAIMARK Norman, 1995, *The Russians in Germany: a history of the Soviet zone of occupation, 1945-1949*, Cambridge, Mass., Belknap Press of Harvard University Press.
- REGAMEY Amandine, 2007, « La 6<sup>e</sup> compagnie : les interprétations d'une défaite russe en Tchétchénie », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, 6/7 [http://pipss.revues.org/913].
- SOLOMON Peter, 1996, *Soviet Criminal Justice under Stalin*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SPIRGEVIČIUS Česlovas (dir.), 1992, *Mirtis atėjo iš muravos [La Mort est venue de Murava]*, Europa, Kaunas.



- STATIEV Alexander, 2013, *The Soviet Counterinsurgency in the Western Borderlands*, Cambridge, Cambridge University Press.
- TCHERNEVA Irina & Juliette DENIS, 2011, « Je me souviens de tout, Richard (Rolands Kalniņš, Studio de Riga, 1967) : une manifestation précoce d'une mémoire concurrente de la Grande Guerre patriotique », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, 12 [<http://pipss.revues.org/3875>].
- TININIS Vytautas, 2008, « Antroji sovietinė okupacija (1944-1953). Sovietų Sąjungos politinės struktūros Lietuvoje ir jų nusikalstama veikla » [La seconde occupation soviétique (1944-1953). Les organes politiques de l'Union soviétique en Lituanie et leurs activités criminelles], in *Totalitarinių režimų nusikaltimai Lietuvoje [Les Régimes totalitaires en Lituanie]*, T. 4, Vilnius, Margi raštai.
- , 2009, « Antroji sovietinė okupacija (1944-1953). Komunistinio režimo įtvirtinimas Lietuvoje ir jo nusikaltimai [La seconde occupation soviétique (1944-1953). L'établissement du régime communiste en Lituanie et ses crimes], in *Totalitarinių režimų nusikaltimai Lietuvoje [Les Régimes totalitaires en Lituanie]*, T. 5, Vilnius, Margi raštai.
- WERTH Nicolas, 2007, « Les rebelles primitifs », in *La Terreur et le désarroi*, Paris, Perrin, p. 134-169.
- WHEWELL Tim, 2008, « Reopening Lithuania's old wounds », *BBC Radio 4's Crossing Continents* [[http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/crossing\\_continents/7508375.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/crossing_continents/7508375.stm)]
- ZUBKOVA Elena, 2008, *Прибалтика и Кремль 1940-1953 [Les États baltes et le Kremlin, 1940-1953]*, Moscou, Rossipen.



Statue en l'honneur d'Elena Spirgevičiūtė et de sa tante, Stasė Žukaitė, située à l'angle des rues Studenkaų et Taikos à Kaunas (© photographie Alain Blum)  
Cette statue fut érigée en octobre 1998 à l'emplacement exact de la maison où vivait cette famille, sur le terrain cédé par la ville. Le frère de la victime et Sigita Tamkevičius, aujourd'hui archevêque à Kaunas, en furent les principaux initiateurs.